



FUNDACIÓN ASAMBLEA DE CIUDADANOS Y CIUDADANAS DEL MEDITERRÁNEO (FACM)
FONDATION ASSEMBLÉE DES CITOYENS ET CITOYENNES DE LA MÉDITERRANÉE (FACM)
MEDITERRANEAN CITIZENS' ASSEMBLY FOUNDATION (MCAF)
مؤسسة مجلس مواطني و مواطنات المتوسط

JULIO 29, 2013

L'EGYPTE ENTRE COUPS ET RÉBELLION

Ecrit par Gianluca Solera, membre du Conseil Consultatif de l'Assemblée des Citoyens et Citoyennes de la Méditerranée, le 10 juillet 2013



« Les forces armées n'ont pas pu boucher leurs oreilles face aux demandes du peuple » : avec cette formule le chef de l'armée 'Abdel Fattāh al-Sīsī a justifié la décision d'intervenir politiquement le 3 juillet passé, après la massive marche populaire du 30 juin dernier, en déposant le président Mohammed Mursī et le remplaçant *ad interim* par 'Adlī al-Mansour, suite à un tour de consultations qui inclurent entre autre l'opposition, Le Grand Sheikh de al-Azhar et le Pape copte. La presse étrangère a qualifié la manœuvre de coup d'État sans tenir compte des facteurs qui ont joué dans la question. Tout d'abord, l'armée n'a pas pris le pouvoir comme ce fut le cas en février 2011. Deuxièmement, elle a pris en compte la campagne *Tamarrud* (Rebellion!) qui demandait la destitution du président Mursī, une campagne lancée par le mouvement *Kifāya* (Assez!) et qui a recueilli en deux mois, du 1^{er} mai au 29 juin, 22.134.465 de signatures partout en Egypte, autour de quatre revendications: le transfert de l'autorité présidentielle au président de la Cour constitutionnelle, la création d'un gouvernement qualifié qui gère les urgences économique et sécuritaire, la révision de la constitution à travers un comité de sages et un referendum populaire, la convocation de nouvelles élections présidentielles et parlementaires dans un délai de six mois.

Un mélange fait de volonté de défendre des intérêts politiques nationaux, d'un misérable orientalisme (David Brooks sur le *New York Times* écrivait le 5 juillet dernier: « *It's not that Egypt doesn't have a recipe for a democratic transition. It seems to lack even the basic mental ingredients*») et d'outils d'analyse anti-impérialistes de forte matrice idéologique (Tommaso di Francesco considère sur *Il Manifesto* du même jour que le coup d'Etat d'Augusto Pinochet fut autant populaire que celui du 3 juillet dernier en Egypte) a fait que l'on considère que le peuple égyptien n'aurait pas d'intelligence et de force pour pouvoir influencer la route de son propre pays, et que tout relèverait des démarches des grands pouvoirs des généraux.

Ceci étant dit, l'armée est une armée, et elle l'a démontré le matin du 8 juillet en tuant plus de cinquante personnes devant le Club de la Garde républicaine au Caire, où Mursī est détenu. L'armée n'est pas une force

+34 963 219 558 | +34 667 784 130
C/ Sant Francesc de Borja, 20. 8
46007 València ESPAÑA / ESPAGNE / SPAIN
secretariat@fundacionacm.org
www.fundacionacm.org



FUNDACIÓN ASAMBLEA DE CIUDADANOS Y CIUDADANAS DEL MEDITERRÁNEO (FACM)

FONDATION ASSEMBLÉE DES CITOYENS ET CITOYENNES DE LA MÉDITERRANÉE (FACM)

MEDITERRANEAN CITIZENS' ASSEMBLY FOUNDATION (MCAF)

مؤسسة مجلس مواطني و مواطنات المتوسط

révolutionnaire, elle a le monopole de la force et lorsqu'elle l'utilise, elle ne fait pas preuve de demi-mesures. Ce qui est arrivé devant le Club de la Garde républicaine doit faire l'objet d'une enquête indépendante, avec la participation des associations égyptiennes pour les droits de l'Homme, car les contraintes et les nécessités de cette nouvelle transition ne peuvent pas justifier la violence militaire. A cet égard, le nouveau président intérimaire doit montrer la même détermination dans la condamnation de la violence envers les manifestants des Frères musulmans qu'il le montre en menant de front le processus politique de démocratisation.

Les révolutionnaires doivent suivre leur chemin, eux aussi savent que cette armée est la même qui les a torturés et tués pendant la transition suite à la chute de Moubarak. Tout le monde se souvient des tests de virginité sur les activistes féminines, ou du massacre de manifestants coptes devant le siège de la Tv égyptienne (octobre 2011) ou dans la rue Mohammed Mahmoud se présentant contre un processus électoral dessiné pour faciliter la victoire des islamistes (novembre 2011). A cette époque-là, les Frères musulmans se turent en prenant leurs distances par rapport aux jeunes de la révolution. Maintenant, l'histoire se retourne contre eux, et elle apprend qu'il faut savoir traiter avec l'armée, mais en gardant autonomie de pensée et d'action.

Une déclaration constitutionnelle de 33 articles a été publiée dans la nuit du 8 juillet dernier par 'Adlī al-Mansour. Cette déclaration lui attribue l'autorité d'émettre des lois après consultation du nouveau gouvernement, et prévoit la création de deux comités de révision de la Constitution, un de dix juristes et l'autre de cinquante représentants de tous les secteurs de la société égyptienne. Mais malgré cela, les organisateurs de *Tamarrud*, le Front pour le salut national (le rassemblement qui inclut Mohamed el Barāde'ī) et des personnalités comme Khāled 'Alī ont manifesté leur mécontentement et leur refus du texte à cause de l'absence de consultation qui a précédé sa publication, et surtout suite à la centralisation des pouvoirs législatifs et exécutifs dans les mains du président intérimaire. Cette réaction des forces vives de la société est un bon signe, un signe d'autonomie de jugement et de supervision civile du processus.



Le souhait est que ce processus de transition puisse convaincre les Frères musulmans d'y contribuer et leur donne la faculté de pouvoir participer à toute échéance électorale prochaine, pourvu que ses comités armés renoncent à utiliser les armes et que sa direction accepte de reconnaître les fautes politiques commises depuis le mois de novembre 2012 avec la déclaration constitutionnelle du 22 novembre, et accepte de travailler à un projet de réconciliation nationale. Le fait que *Tamarrud* ait recueilli neuf millions de signatures de plus par rapport aux voix obtenues par Mursī au ballottage d'il y a un an n'est pas un argument négligeable et parle de lui-même.

Notre intérêt en tant que citoyens de la Méditerranée doit être de défendre la volonté populaire, de soutenir le rôle de la société civile en tant que superviseur des évolutions postrévolutionnaires, faciliter le rapprochement entre les communautés politiques et culturelles du pays, et refuser toute sorte de violence sanguinaire, qu'elle provienne de l'Armée ou des forces politiques organisées.